

La situation économique

mentales qui ne dépassent pas le taux tendanciel du produit national brut du pays. On a évité également des solutions extrémistes en maintenant les indexations des tables d'impôt. Il est bien évident que le gouvernement aurait pu enlever cette indexation et contribuer ainsi à restreindre la disponibilité de la monnaie. Cependant, un des éléments importants qui attise l'inflation, c'est la tendance des groupes et des individus dans la société à essayer de rattraper le pouvoir d'achat qu'ils ont perdu par l'augmentation du coût de la vie. Les Canadiens, en règle générale, ont compris que l'indexation des tables d'impôt et les autres indexations comme celle des allocations familiales, l'indexation des pensions de sécurité de la vieillesse et du supplément de revenu garanti réussissent à absorber l'augmentation du coût de la vie qu'ils ont à affronter.

Et cette reconnaissance que le gouvernement contribue à maintenir pour le travailleur canadien malgré des taux inflationnistes importants, à maintenir un pouvoir d'achat, cette reconnaissance amène le Canadien à être plus raisonnable dans ses demandes salariales. Et c'est en réduisant ou en contribuant ainsi à réduire les attentes inflationnistes que le gouvernement contribue également à réduire les pressions sur l'inflation. Mais cette action du gouvernement, que ce soit par la banque du Canada via le gradualisme monétaire, par une politique fiscale à moyen et à long terme raisonnable, par le maintien des indexations qui contribuent à éponger dans les goussets du citoyen l'augmentation des taux d'inflation, toutes ces actions gouvernementales exigent que les divers agents de l'économie contribuent chacun dans son secteur à combattre et à lutter contre l'inflation. Et l'espèce de climat de panique qu'on semble vouloir créer à partir d'événements épisodiques à court terme circonstancié...

M. Rae: Pour la troisième fois...

M. Bussières: ... ce climat de panique ne contribue pas à amener les divers agents de l'économie à faire front commun pour combattre l'ennemi qui est la hausse du coût de la vie, l'inflation.

Monsieur le président, on oppose, nous du gouvernement, aux solutions extrémistes que j'ai indiquées, la position du bon sens. Je suis convaincu que les Canadiens ne se laisseront pas impressionner par l'inflation verbale de l'opposition, par la rhétorique qui tend à créer un climat de panique purement artificiel, et qu'ils accepteront d'épauler le ministre des Finances dans la voie du bon sens, dans la voie de solutions à moyen et à long terme, et qu'ils donneront également leur appui au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) qui, par son programme national énergétique, va contribuer à rendre dynamiques les mesures établies dans le budget et à déclencher une reprise de l'économie canadienne qui, à moyen et à long terme, permettra à tous les Canadiens de jouir d'un meilleur sort.

● (2330)

[Traduction]

L'hon. Walter Baker (Nepean-Carleton): Monsieur l'Orateur, il y a quelques minutes, j'entendais le ministre d'État aux Finances (M. Bussières) accuser sans arrêt les députés qui ne partagent pas son point de vue de semer la panique. Nous n'avons pas eu à le faire, c'est le gouvernement qui s'en est chargé.

C'est justement la raison d'être de ce débat. Le ministre semble avoir oublié la raison même pour laquelle ce débat

extraordinaire a été autorisé. Les deux partis d'opposition, tout comme les Canadiens, ont constaté que nous traversons une crise économique. La motion elle-même parle d'une crise économique au Canada. Ce n'est pas l'opposition officielle ni le Nouveau parti démocratique qui sont à l'origine de la crise. La crise qui sévit aujourd'hui résulte plutôt des malencontreuses politiques mises en place par le gouvernement et de l'irresponsabilité fiscale et financière qui a eu cours durant le long règne libéral.

Mon parti a exercé le pouvoir pendant une courte période. Certains, dont quelques ministériels, ont même dit que notre passage au pouvoir avait été si bref qu'il était presque passé inaperçu. Comment alors peuvent-ils nous accuser d'être à l'origine d'une situation qui préoccupe tellement les Canadiens que leurs représentants ont pu convaincre la présidence d'autoriser la tenue d'un débat sur ce sujet. Ce n'est pas par hasard que nous sommes ici. Si nous sommes ici, c'est que le gouvernement a négligé de faire ce qu'il avait promis, a refusé d'honorer les engagements qu'il avait pris durant la campagne électorale, s'est permis de bafouer à ce point les principes du libéralisme que nous sommes aux prises aujourd'hui avec de graves difficultés qui risquent de compromettre notre avenir.

Nous ne sommes pas à blâmer. Il y a un an, nous avons tenté de présenter un budget propre à réduire le déficit et réaliste devant la montée des prix de l'énergie—ce qu'admettent certains libéraux tels John Turner et Donald MacDonald. Il aurait servi à atténuer les maux qui nous frappent. Nous avons voulu donner aux Canadiens un crédit d'impôt pour les aider à acquitter leurs intérêts hypothécaires et leurs impôts fonciers municipaux. Le Parlement a rejeté cette mesure, et notre gouvernement a été défait aux élections qui ont suivi.

C'est le gouvernement libéral qui a repris le pouvoir, et je n'en veux pas au parti d'en face pour cela, même si j'aurais souhaité qu'il en soit autrement. Il a été réélu contre la promesse de remédier à la situation, de prendre des mesures, d'instituer les programmes nécessaires, et avec ses ressources humaines et ses initiatives, de remettre le pays sur pied, selon les vœux d'un grand nombre de Canadiens. C'est cela qui tracasse tant de Canadiens ce soir: le gouvernement a lamentablement échoué.

Le ministre des Finances a dit plus tôt qu'il essaie de rendre les Canadiens plus conscients de la situation actuelle. La seule chose dont les Canadiens sont conscients de plus en plus, c'est de l'inéptie du gouvernement et de la légèreté de ses promesses. Maintenant que les Canadiens sont forcés de renégocier leurs hypothèques à des taux supérieurs, qu'ils voient leur factures de mazout augmenter, que les concessionnaires ne trouvent pas acheteur pour leurs voitures et que les magasins regorgent de produits de consommation qu'ils ne vendront absolument pas, le ministre leur dit en fait que lorsqu'ils ont fait confiance aux libéraux le 18 février dernier, ils se sont fourvoyés. C'est ce qui se passe. Face à cela, qu'entendons-nous? Quelle est l'excuse? Le ministre des Finances (M. MacEachen) a dit que nous étions désespérément et inextricablement liés aux États-Unis et que donc, nous ne pouvions rien faire. Le ministre des Finances est comme une baleine échouée. Il s'agit faiblement mais il ne peut rien faire.